

Unité départementale du Bas-Rhin  
Équipe Sud  
14 rue du bataillon de marche n°24  
BP 10001  
67070 STRASBOURG

STRASBOURG, le 19/01/2023

## **Rapport de l'Inspection des installations classées**

Visite d'inspection du 18/01/2023

### **Contexte et constats**

Publié sur  **GÉORISQUES**

**COMPTOIR AGRICOLE Erstein**

35 ROUTE DE STRASBOURG  
67270 HOCHFELDEN

Code AIOT : 0006700496

### **1) Contexte**

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 18/01/2023 dans l'établissement COMPTOIR AGRICOLE Erstein implanté 9 rue Georges BESSE 67150 ERSTEIN. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site Géorisques ( <https://www.georisques.gouv.fr/> ).

La visite fait suite à une plainte de voisinage portant sur l'émission de poussières et de follicules

#### **Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :**

- COMPTOIR AGRICOLE Erstein
- 9 rue Georges BESSE 67150 ERSTEIN
- Code AIOT : 0006700496
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

La société COMPTOIR AGRICOLE est spécialisée dans la collecte, le séchage, le stockage et le conditionnement de céréales sur la commune d'Erstein.

**Les thèmes de visite retenus sont les suivants :** émission de poussières et de follicules

## **2) Constats**

### **2-1) Introduction**

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
  - le constat établi par l'inspection des installations classées ;
  - les observations éventuelles ;
  - le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
  - le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Madame la Préfète; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Madame la Préfète, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives. Dans certains cas, des prescriptions complémentaires peuvent aussi être proposées ;
- « susceptible de suites administratives » : lorsqu'il n'est pas possible en fin d'inspection de statuer sur la conformité, ou pour des faits n'engageant pas la sécurité et dont le retour à la conformité peut être rapide, l'exploitant doit transmettre à l'inspection des installations classées dans un délai court les justificatifs de conformité. Dans le cas contraire, il pourra être proposé à Madame la Préfète, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives ;
- « sans suite administrative ».

### **2-2) Bilan synthétique des fiches de constats**

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

**Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Proposition de suites de l'inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection (1)	Proposition de délais
1	prevention pollution atmosphérique	Arrêté Préfectoral du 25/09/1986, article 17	/	Mise en demeure, respect de prescription	15 jours

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

### 2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Le chargement des camions, tel que réalisé, entraîne des émissions de poussières et follicules. En fonction de la direction du vent, ces poussières se déposent sur les zones résidentielles situées à proximité immédiate du site, incommodant ainsi le voisinage de l'établissement.

### 2-4) Fiches de constats

N° 1 : prevention pollution atmosphérique

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 25/09/1986, article 17
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, pollution atmosphérique
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Sans Objet
<b>Prescription contrôlée :</b> <u>Il sera interdit d'émettre dans l'atmosphère</u> des fumées épaisses, des buées, des suies, <u>des poussières</u> ou des gaz odorants, toxiques ou corrosifs, <u>susceptibles d'incommoder le voisinage</u> , de nuire à la santé ou à la sécurité publique, à la production agricole, à la bonne conservation des monuments et au caractère des sites.
<b>Constats :</b> La visite d'inspection inopinée fait suite à une plainte de riverains incommodés par l'émission de poussières et de follicules.  Il a été constaté la présence de poussières et de follicules sur la terrasse du riverain rencontré résidant à proximité de l'établissement du Comptoir Agricole.  Sur le site du comptoir, l'inspection constate l'émission de poussières et de follicules lors du chargement du maïs dans les semi-remorques. Selon la direction du vent, ces poussières sont emportées et peuvent se retrouver dans la rue et les zones résidentielles situées à proximité immédiate du site. Elles sont donc bien susceptibles d'incommoder le voisinage.  L'exploitant reconnaît ces faits et précise qu'en début de semaine le vent soufflait en direction des riverains.  L'inspection note que les émissions de poussières pourraient être réduites notamment par la mise en place d'un dispositif type "chaussette ou goulotte" sur les trappes de vidanges de céréales au niveau du poste de chargement des semi-remorques.
<b>Observations :</b> L'exploitant doit trouver les moyens techniques permettant de réduire les émissions de poussières.
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Mise en demeure, respect de prescription
<b>Proposition de délais :</b> 15 jours

